

المملكة المغربية
+ⵍⵎⵎⵓⵔⵉⵔⵉⵢⵓⵏⵉ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⵙⵉⵔⵉⵏ ⵙⵉⵔⵉⵔⵉⵏ ⵙⵉⵔⵉⵔⵉⵏ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°06/CSEFRS/2025

RELATIF A :

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET REAMENAGEMENT AU SIEGE DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
-LOT UNIQUE-**

RESERVE AUX TRES PETITES, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES NATIONALES, Y COMPRIS LES JEUNES
ENTREPRISES INNOVANTES, AUX COOPERATIVES, AUX UNIONS DE COOPERATIVES ET A L'AUTO-ENTREPRENEUR

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point b. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.



SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2:	MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3:	MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	3
ARTICLE 4:	CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5:	PREFERENCE EN FAVEUR DE LA TRES PETITE, DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE NATIONALE, DES COOPERATIVES, DES UNIONS DE COOPERATIVES ET DE L'AUTO-ENTREPRENEUR.....	3
ARTICLE 6:	MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 7:	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 8:	DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 9:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 10:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 11:	VISITE DES LIEUX	5
ARTICLE 12:	OFFRE FINANCIERE.....	6
ARTICLE 13:	CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	6
ARTICLE 14:	PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 15:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 16:	RETRAIT DES PLIS	7
ARTICLE 17:	EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES.....	7
ARTICLE 18:	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
ARTICLE 19:	MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	7
ARTICLE 20:	LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	7



ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix N°06/CSEFRS/2025, ayant pour objet « Travaux d'aménagement et de réhabilitation du siège du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ».

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique**.

ARTICLE 3: MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement de l'appel d'offre se fera en lot unique.

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret N°2.22.431 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement du marché ;
- Le modèle du bordereau des prix - Détail estimatif ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 5: PREFERENCE EN FAVEUR DE LA TRES PETITE, DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE NATIONALE, DES COOPERATIVES, DES UNIONS DE COOPERATIVES ET DE L'AUTO-ENTREPRENEUR

Le présent appel d'offres est réservé aux très petites, petites et moyennes entreprises nationales, y compris les jeunes entreprises innovantes, aux coopératives, aux unions de coopératives et à l'auto-entrepreneur, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret N°2.22.431 précité et de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget N°1502.23 du 13 juin 2023 portant application de l'article 148 du décret précité.

ARTICLE 6: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Conseil peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. **Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.**

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret N°2.22.431. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours (10 jours) à compter du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 7: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret N°2.22.431 et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web du CSEFRS www.csefrs.ma

ARTICLE 8: DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être transmises, par tout moyen pouvant donner date certaine, dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou

d'éclaircissement reçue, au plus tard, trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis. Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Les éclaircissements ou renseignements sont mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 9: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret N°2.22.431 précité :

- 1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
 - Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.
- 2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales qui sont :
 - En liquidation judiciaire ;
 - En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret N°2.22.431 ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
 - Les prestataires de service ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
 - Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 10: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

I- Conformément à l'article 28 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1) Un dossier administratif

1.1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent :

- Auto-entrepreneur ou personne agissant pour son propre compte : aucune pièce n'est exigée ;
- Représentant du concurrent : celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- Coopérative ou union de coopératives : la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

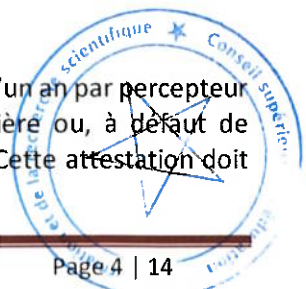
b) La déclaration sur l'honneur ;

c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.

d) La convention constitutive du groupement, prévue à l'article 150 du décret N°2.22.431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

1.2 Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;



- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou par tout organisme de prévoyance sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces citées aux points a) et b) sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Pièces supplémentaires à produire par le concurrent (PME) auquel est envisagé d'attribuer le marché, prévues par l'article 4 de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget N°1502.23 du 13 juin 2023 portant application de l'article 148 du décret précité:

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par **les personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires** ;
- b) L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la direction générale des impôts **pour les deux dernières années.**
- c) L'attestation de la CNSS justifiant que l'effectif qu'il a employé **ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes ;**

2) Un dossier technique comprenant :

Pour les concurrents non installés au Maroc, dispensés du certificat de qualification et de classification, Ce dossier doit contenir :

- a- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent.
- b- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées. Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation, le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Pour les concurrents installés au Maroc :

Le certificat de qualification et de classification, ou une copie conforme à l'originale, dans les secteurs suivants :

Copie légalisée du certificat de qualification et classification suivante :

	Secteur	Qualification	Classe minimale exigée
Système de qualification et de classification	A Construction	A.5 Travaux d'aménagement et de réhabilitation de bâtiments	4

Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 28 du décret N° 2-22-431 précité.

N.B. :

- Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par le paragraphe II) de l'article 28 du décret N°2.22.431 précité ;
- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives il doit fournir : les documents à fournir sont ceux prescrits par le paragraphe III) de l'article 28 du décret N° 2.22.431 précité ;
- Lorsque le concurrent est une auto-entrepreneur, il doit fournir : les documents à fournir sont ceux prescrits par le paragraphe IV) de l'article 28 du décret n° 2.22.431 précité.

ARTICLE 11: VISITE DES LIEUX

Pour pouvoir appréhender la complexité des travaux objet de l'appel d'offres, une visite des lieux sera organisée au siège du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche

Scientifique, sis à angle Avenue Allal El Fassi et avenue Al Melia, Hay Ryad, Madinat Al Irfane, Rabat. La visite des lieux sera organisée, conformément au décret relatif aux marchés publics, à la date et l'heure fixée dans l'avis d'appel d'offres.

Il sera dressé un procès-verbal de visite des lieux qui mentionnera les demandes d'éclaircissements et les réponses formulées aux concurrents concernés.

ARTICLE 12: OFFRE FINANCIERE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- 1) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché, établi, conformément au modèle ci-joint en annexe, en un seul exemplaire, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, et comporte l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB) ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret N°2.22.431 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement.

L'acte d'engagement doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

- 2) Le bordereau des prix et le détail estimatif du marché ;

Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux des bordereaux des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix - détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 13: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les Concurrents doivent comporter :

- a. Un dossier administratif précité ;
- b. Un dossier technique précité ;
- c. Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement du marché ;
 - Le bordereau des prix - Détail estimatif.

ARTICLE 14: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret N°2.22.431 précité, le dossier présenté, **par voie électronique**, par chaque concurrent, doit contenir trois enveloppes distinctes :

- a) **La première enveloppe contient**, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Elle doit porter de façon apparente la mention « **dossier administratif & technique** ».
- b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Offre financière** ».

ARTICLE 15: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le dépôt des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 16: RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 35 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le retrait des plis des concurrents s'effectue par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

ARTICLE 17: EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Après admission des offres des concurrents, l'ouverture et l'examen des offres financières se fera conformément aux articles 42, 43 et 44 du décret N°2.22.431 précité. L'attribution du marché se fait, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret précité et sur la base de l'offre économiquement la plus avantageuse telle que définie à l'article 43 dudit décret :

L'offre financière (OF) la mieux-disante par rapport au prix de référence (P).

Avec :

$$P = \frac{(E + \frac{\text{Somme des Offres financières}}{\text{Nombre des Offres Financières}})}{2}$$

(Avec E : Estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage.)

ARTICLE 18: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément à l'article 36 du décret N°2.22.431 précité, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis. Toutefois, lorsque la commission considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prolongation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 19: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc.

Le Dollar ou l'Euro sont les monnaies convertibles dans lesquelles le prix de l'offre financière doit être exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montant des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 20: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

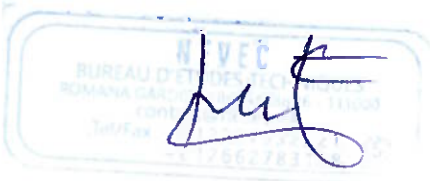
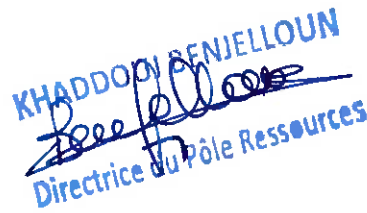
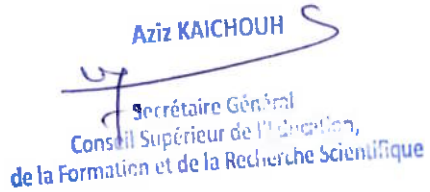
Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°06/CSEFRS/2025

OBJET : TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET REAMENAGEMENT AU SIEGE DU
CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE
-LOT UNIQUE-

- LOT UNIQUE -

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"></div>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"></div>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <div style="text-align: center;"></div>



ANNEXES



ANNEXE N°1
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT
ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N°06/CSEFRS/2025

Objet du marché : la réalisation des travaux d'aménagement et réaménagement au siège du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée aux concurrents agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b) Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de..... (raison sociale et forme juridique), au capital de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu à :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas des établissements publics :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de..... (Raison sociale et forme juridique),



Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(raison sociale et forme juridique), ;
Adresse du domicile élu à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés : [Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas]

- Membre n°1 : ;
- Membre n°2 : ;
- Membre n°n : ;

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)
- montant T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)



ANNEXE N°2
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

.....

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N°06/CSEFRS/2025

Objet du marché : : la réalisation des travaux d'aménagement et réaménagement au siège du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

A- Pour les personnes physiques

1. Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone : ;

Numéro de fax : ;

Adresse électronique : ;

Adresse du domicile élu : ;

Affilié à la CNSS (1), sous le N° : ;

Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise : ;

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone : ;

Numéro de fax : ;

Adresse électronique : ;

Adresse du domicile élu : ;

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

B- Pour les personnes morales :

1. Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique), au capital de

Numéro de téléphone : ;

Numéro de fax : ;

Adresse électronique : ;

Adresse du siège social de la société : ;

Adresse du domicile élu à : ;

Affilié à la CNSS (1), sous le N° : ;

Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;



Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas des établissements publics :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3. Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Adresse du domicile élu à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Déclare sur l'honneur

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas le corps d'état principal du marché ;
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours, remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023 ;
4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire



6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ;
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;
11. Etant très petites ou petites et moyennes entreprises nationales ou coopératives, unions de coopératives ou auto-entrepreneur (2), que je remplit toutes les conditions exigées par les textes en vigueur.

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)

(1) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

